

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

Ilot C - Construction de 21 logements

9 Rue du Château d'eau

29850 GOUESNOU



DEKRA Industrial
241 rue du Général Paulet
CS 62845
29200 BREST

Tél. 02.99.86.72.11
Fax

Affaire n° : 54134697

Coordonnateurs SPS

Conception : GREGORY ALLANIC
Réalisation : GREGORY ALLANIC

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
15/10/2025	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique et Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
• Eléments pour la rédaction de cette version du PGC :.....	6
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	8
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	9
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
Description de l'ouvrage à bâtir.....	10
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	10
Accès au chantier	10
• Véhicules et personnel.....	10
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	10
• Affichage.....	10
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	10
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	11
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	11
• Infrastructures de chantier.....	11
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	11
• Protections collectives.....	11
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	11
Installations de chantier.....	11
• Plan d'installation de chantier.....	12
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	12
• Clôtures	12
• Affectation des installations de chantier.....	12
• Dimensionnement du cantonnement.....	13
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	13
• Secours.....	13
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	13
Autorisations administratives et démarches diverses	14
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	15
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	15
• Généralités.....	15



• Circulations des piétons	15
• Circulations horizontales et verticales.....	15
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	16
• Généralités.....	16
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA).....	16
• Grues mobiles :	16
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	16
• Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	17
• Autorisation de conduite.....	17
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	17
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	17
• Approvisionnements.....	17
• Magasins	17
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	18
• Evacuation des déchets	18
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	18
• Matières et substances dangereuses	18
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	18
Protections collectives.....	19
Travail en hauteur	20
Installation électrique de chantier	22
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	22
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	24
Respect des contraintes du site	24
• Horaires de chantier imposés.....	24
• Horaires et contraintes de livraisons.....	24
Site en exploitation	24
• Risque incendie.....	24
• Evacuation des personnes en cas d'incendie	24
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	24
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	25
Nettoyage du chantier	25
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	25
Démarche environnementale, tri des déchets.....	25
• Objectifs.....	25
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	26
Organisation des secours.....	26
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST)	26
Infirmerie.....	26
Dispositions en cas de travail isolé	26
Risque incendie	27



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants	28
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	28
inspection commune	28
Etablissement d'un PPSPS	29
Diffusion des PPSPS.....	29
Observations du coordonnateur SPS.....	29
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	30
Mise à jour du PGC	30
Sous-traitant	30
Travailleurs Indépendants	31
Travail dissimulé.....	31
Prêt de main d'oeuvre	31
Recensement des accidents du travail	31
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....	32
Annexe(s).....	33



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Ilot C - Construction de 21 logements – GOUESNOU

Le projet concerne la construction d'un bâtiment de logements sur la commune de GOUESNOU (29). Le bâtiment sera de type R+4 avec sous-sol.

Situation géographique et Description synthétique de l'environnement

Le projet se situe : 9 rue du château d'eau à Gouesnou. Milieu urbain.



Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de **18 mois**

Les travaux sont réalisés en une seule tranche de travaux.

Le début prévisionnel des travaux est fixé à **courant année 2026**.

Éléments pour la rédaction de cette version du PGC :

Le PGC est rédigé en phase Conception, suite :

- A la réunion Phase Pro du 24 07 2025
- De la réception du dossier Pro le 01 10 2025.

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
Maître d'ouvrage		
SA D'HLM AIGUILLON CONSTRUCTION 3 Avenue Georges Clemenceau 29200 BREST	M Anthony LE GUEN	02 98 46 12 13 aleguen@aiguillon.com
Maître d'œuvre		
LABORATOIRE D'ARCHITECTURE DE BRETAGNE 7, rue des 11 Martyrs 29200 BREST	François Boucault	02 29 05 99 28 boucault@lab.archi
Economiste		
CABINET SINOT - ECONOMISTE 19 bis Avenue de Bretagne 29980 ILE TUDY	Philippe SINOT	02 98 91 73 22 bureau@cabinet-sinot.bzh
BE Thermique		
ATIS 110 Rue Charles Nungesser 29490 GUIPAVAS	M. BERVAS	02 98 46 32 19 bervas@atis.bzh
BE Fluides		
ATIS 110 Rue Charles Nungesser 29490 GUIPAVAS	M. LE DUFF	02 98 46 32 19 leduff@atis.bzh
BE VRD		
Oxia 39, rue de la République 29200 BREST	Julien MILLET	02 98 80 37 89 julien@oxia.bzh
OPC		
CDTI kerdraon, Route de Talaouron Vraz 29470 PLOUGASTEL DAOULAS	Emmanuel LEGRAND	09 74 56 69 57 elegrand@cdti.bzh
Coordonnateur SPS		
DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST	Titulaire : C : GREGORY ALLANIC R : GREGORY ALLANIC Suppléant : C : R :	02.99.86.72.11 gregory.allanic@dekra.com



Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT BRETAGNE

236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	M. JEGU	02 99 26 61 38 02 99 26 70 48 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr
--	---------	---

OPPBTP

18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	Candice BRANDALISE	06 17 36 37 20 02 99 63 33 45 candice.brandalise@oppbtp.fr
---	--------------------	--

INSPECTION DU TRAVAIL

1 Rue des Néréïdes CS 32922 29229 BREST CEDEX 2		02.98.41.82.55 02.98.41.59.36 bretag-ut29.uc2-2@direccte.gouv.fr
---	--	--

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

Le terrain est accessible dans une zone pavillonnaire proche des écoles, d'un gymnase, etc...

Les entreprises doivent rouler au pas, guider les manœuvres et ne jamais encombrer, salir durablement les voiries publiques.

Suivant les conditions météorologiques, lors des travaux de terrassement, d'ouverture de tranchées, lors du remblaiement ou de démolition, la brumisation doit être utilisée pour limiter l'émanation de poussières. L'entreprise doit équiper les engins (ex : pelle) d'un système de brumisation des poussières au niveau de la flèche de démolition et arroser la zone de chute/broyage/chargement des inertes par des opérateurs à pied.

Par rapport aux piétons et aux établissements en activité

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés en milieu urbain, près du centre bourg.

Elles doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Prévention du risque d'endommagement des réseaux : La détention de l'AIPR devient obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018. Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur et former leur personnel en conséquence.

Les entreprises devront prendre connaissance des résultats de la reconnaissance complète des réseaux existants sur le site.

Les entreprises titulaires du Lot Terrassement-VRD et du Lot Gros œuvre doivent adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.

Si présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des terrassements : Chaque entrepreneur titulaire (ici en particulier le Lot Terrassement-VRD et le Lot Gros œuvre définit avec l'exploitant et les concessionnaires les dispositions afférentes à la protection et à la conservation de ces réseaux ou à leur dévoiement provisoire. Aucun engin mécanique ne doit terrasser à moins d' 1,50 m d'une ligne enterrée.

Présence de réseaux enterrés existants non définis : L'entrepreneur en informe aussitôt le Maître d'œuvre qui décidera sur accord des concessionnaires, de leur suppression ou de leur conservation.

Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux doivent mentionner la nature du réseau concerné.

- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).

Par rapport aux autorisations de survol

Les bâtiments, voiries/espaces publics ou privés, ligne électrique sont interdits de survol en charge. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour. Installation de balises lumineuses en tête de grue si exigence de l'aviation civile.

Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)

Le démarrage des travaux ne peut s'effectuer qu'après la mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété.

Par rapport à la nature du sol

Rapport d'études géotechnique à respecter. Les entreprises titulaires (en particulier pour les terrassements et fondations) doivent respecter les exigences du rapport.



Référence : G1756-G2AVP- Indice 1_ilot C par la société Géo²Concept.

Extrait du rapport :

« Dans tous les cas, au vu de l'emprise des travaux de démolition et de terrassements de la forte compacité de la couche 3 et la proximité des bâtiments voisins, il conviendra d'établir un référé préventif avant le début des travaux afin de prévenir les contestations sur l'état des constructions avoisinantes avant et pendant le chantier.

Dans les couches TV, R, 1 et 2, et en l'absence de problème d'emprise, les talus en déblai provisoires pourront être créés avec une pente de 3H/2V (3 horizontalement pour 2 verticalement). Dans la couche 3 (granite compact) les talus en déblai provisoires pourront être créés, en première approche, avec une pente de 1H/1V (1 horizontalement pour 1 verticalement). Ces préconisations sont valables en l'absence de problème d'emprise et pour des hauteurs de terrassement en déblais inférieurs à 4.00m. En cas d'arrivée d'eau dans les talus, des masques drainants seront mise en place.

Lorsque les pentes de talutages à 3H/2V ne seront pas possible par manque d'emprise (notamment vis-à-vis de la rue du Gymnase et de la Venelle des Lilas) des soutènements provisoires et définitifs dimensionnés en conséquence seront mis en place (type berlinoise, pieux sécants, ou voiles mis en place par passes alternées). Dans tous les cas la stabilité des propriétés voisines, de la rue du Gymnase et de la Venelle des Lilas devront être assurées en phase chantier et définitive. » *Fin des extraits.*

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Se référer au CCTP. 16 lots.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Se reporter au rapport de fin de travaux des démolitions de l'école (MOA : BMA).

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier par la rue de Gouesnou.

Les accès et les voies publiques sont en permanence maintenus propres par l'entreprise titulaire du **lot Gros œuvre** avec des moyens efficaces tels que balayeuses aspiratrices équipées de jets à haute pression (excepté en phase de **terrassement/VRD** où les entreprises concernées sont responsables du nettoyage).

Points particuliers

Le stationnement des véhicules d'entreprises (interdit au VL personnel) doit se faire dans l'espace dédié du chantier. Les entreprises doivent s'organiser pour limiter le nombre de véhicules.

Le stationnement dans la rue ne peut se faire qu'en respectant le code de la route.

Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier est mise en place par le lot terrassement puis G.O, chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage

Contrôle des entrées et sorties : L'entreprise titulaire du **Lot Gros-œuvre** (excepté en phase Terrassement et Démolition où l'entreprise concernée est responsable) a à sa charge l'installation de :

- **Panneau(x) « STOP » au niveau du (des) portail(s) de sortie du chantier y compris le marquage au sol,**
- La mise en place, des panneaux indicatifs des travaux.

Il doit se conformer aux prescriptions du maître d'œuvre en ce qui concerne leur emplacement et il a la charge de leur maintien en état et en place pendant toute la durée du chantier.

RAPPEL : L'entreprise titulaire du **lot Gros œuvre** doit prévoir les affichages nécessaires pour la compréhension des règles de circulation et de livraison par tous les intervenants.

Affichage obligatoire : panneaux « **PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE** », « **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC** ». **A charge du lot Gros œuvre (G.O)**

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) doivent être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.



L'entreprise concernée doit réaliser l'accueil de ces intervenants.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il doit être favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

L'entreprise de gros œuvre a à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

Protections collectives

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

A charge du gros œuvre pour la gestion de la majorité des risques communs de chute de hauteur.

Concernant la réalisation des couvertures ardoises : à charge du lot Couverture. Mutualisation d'échafaudages à prioriser avec le traitement des façades.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

<i>Désignation</i>	<i>Localisation</i>	<i>Phasage</i>	<i>Lot chargé de la réalisation</i>
Aménagement de l'Accès au chantier et plateforme des Installations de Chantier	Accès depuis la voirie	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Lot Terrassements selon besoins du G.O
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage depuis existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre
Evacuation des eaux usées	Sur existant ou fosse	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre
Raccordement au réseau Electrique	Sur comptage chantier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

L'entreprise titulaire du Lot **Terrassement-VRD** réalise et stabilise les plates-formes servant à la base vie.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre assure la mise en place des installations équipées conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels, du personnel féminin, du zonage des travaux.



Plan d'installation de chantier

En conception, le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Un carnet de phasage est joint au DCE.

En phase de préparation, le plan d'installation de chantier est établi par l'entreprise du **lot Gros œuvre**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précise notamment :

- Les cantonnements de chantier (bureaux, magasins, sanitaires, vestiaires, réfectoires).
- Les voies de livraison, cheminements piétons
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.
- L'emplacement des bennes...

Clôtures

Le chantier doit être totalement clos, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

L'entreprise titulaire du **lot gros œuvre** doit une clôture d'une hauteur de deux mètres minimum y compris des portails à deux vantaux et portillons fermant à clé au niveau des entrées et sorties du chantier. Les éléments de la clôture sont solidarisés par des colliers anti-vandalisme et munis d'un système anti-levage. Elles doivent être en bon état, liées entre elles et au sol (jambes de force par exemple).

L'entreprise titulaire du **Lot Gros œuvre** adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'œuvre en limites d'opération, afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier.

L'entrepreneur titulaire du **Lot Gros œuvre** a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier.

Chaque entreprise est responsable de la fermeture de l'accès chantier, du respect des clôtures.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Réseaux divers existants à protéger	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Accès et piste provisoire de chantier ainsi que la rampe d'accès au sous-sol. Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement y compris surlargeur pour la circulation des nacelles et la mise en place des échafaudages	Entreprise de terrassements	Entreprise de terrassements
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre



Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Vestiaires communs	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Réfectoires communs	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Coffrets de distribution électrique de chantier en nombre suffisant (par étage et par bâtiment) y compris en sous-sol (VS) et sur les toitures terrasses	Lot Electricité	Lot Electricité
Points d'alimentation en eau de chantier en nombre suffisant	Lot Plomberie	Lot Plomberie
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Bennes à déchets	Entreprise de gros œuvre	Compte prorata

Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement doit être dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs sont précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

CODE DU TRAVAIL

Sanitaires :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un bloc sanitaire indépendant pour le personnel féminin composé d'un lavabo (pour 10 femmes), d'une douche (pour 20 femmes) et d'un cabinet d'aisance (2 wc à partir de 20 femmes).

Vestiaires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.

Réfectoires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne. Ils comprennent :
- Tables et chaises en nombre suffisant,
- Appareil de réchauffage
- L'eau potable et à température réglable,
- Un garde-manger.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques sont prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage et l'entretien du cantonnement sont réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage des locaux communs et des installations communes d'hygiène en respect du code du travail (nettoyage 3 fois par semaine à minima en période de pointe)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata



Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata
---	--------------------------	--

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Entreprise de gros œuvre
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Lot Gros œuvre
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville ...	Lots VRD, G.O,...



Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par le lot G.O.

Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mène directement à l'extérieur du chantier.

Circulations horizontales et verticales

Circulations périphériques des bâtiments : L'entrepreneur réalisant les **Terrassements-VRD** doit la rampe d'accès au sous-sol et une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages. Celle-ci doit être réceptionnée par le gros œuvre. Les entreprises de **Terrassement VRD** et **Gros œuvre** ont à leur charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages selon prestations prévues dans les CCTP.

Les accès en hauteur, communs à tous les corps d'état, sont mis en place au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment par l'entreprise.

L'entreprise qui installe un moyen d'accès doit le mettre à disposition des autres corps d'état.

Pour des hauteurs d'accès supérieures à 3 mètres : les entreprises doivent installer des tours escaliers et ce pour l'ensemble des corps d'état jusqu'à la pose des accès définitifs ou la fin des travaux.

- à charge du **lot gros œuvre** vers les étages (et sous-sol), dans les bâtiments. Escaliers béton à l'avancement.
- à charge du lot **couverture ardoises** vers les toitures en pente.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier est établi lors de la phase préparation du chantier.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments sont aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés sont compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prend toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes sont réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux sont positionnés en attente.	Entreprise de gros œuvre
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none">- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ;- Protection définitive fixée sur le limon.	Entreprise de gros œuvre



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Les entreprises qui envisagent l'utilisation d'un engin de levage doivent prendre connaissance et intégrer les consignes de sécurité dans leurs études d'adéquation de l'engin de levage.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien devront pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fait assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

Grues mobiles :

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé doit être abordé au cours de la l'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédant un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins

Les entreprises ont la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.



Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets	L'entrepreneur met à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assure l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ; - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ; - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...). - Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centre de classe 1 (peintures, solvants, bois traité,) - Benne pour les déchets ménagers 	Entreprise de gros œuvre
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles sont remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Entreprise de gros œuvre
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fait au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établit un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) sont évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.



PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives sont adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'entrepreneur principal (Gros œuvre) doit mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'entreprise titulaire du Lot **Terrassements-VRD** doit :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, tranchées et contre le risque d'ensevelissement
- La délimitation et le balisage de la zone de travail.

L'entrepreneur titulaire du **lot Gros œuvre** a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- Les protections en rives de planchers, des paliers et des balcons, sur les volées d'escalier s'ils sont en béton. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps (fourreaux scellés dans les dalles, ou pinces etc. ;) en fonction du type d'ouvrage.
- Les protections de la cage d'ascenseur jusqu'à la prise en charge par le **lot Ascenseur** qui assure la continuité des protections collectives.
- Les protections des baies en façade. Elles sont assurées par des garde-corps fixés de préférence en tableau.
- Dans le cas d'utilisation de prédalles ou de dalles alvéolées, les gardes corps provisoires sont mis en oeuvre avant le levage.
- Les étalements ainsi que les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, de filets ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux.
- Les garde-corps provisoires doivent être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée. La position des garde-corps doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures (ensemble vitré, etc.),
- Scellement des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose.
- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement),
- Les protections des trémies, réservations etc.

L'entreprise titulaire du **lot Charpente** a à sa charge l'installation de protections collectives sur ses postes de travail. Il doit respecter, adapter, maintenir les protections collectives du G.O.

L'entreprise titulaire du **lot Couverture** (bac acier et ardoises) a à sa charge l'installation des protections collectives sur les toitures en pente.

En cas d'utilisation d'échafaudage ; le garde-corps doit dépasser au minimum d'1,10 m au-dessus de l'égout du toit. Les protections collectives périphériques doivent être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux sur ces toitures.

Mutualisation à prioriser avec les travaux en façades.

Elle doit la fourniture, mise en place, maintenance et dépose des protections collectives pendant toute la durée des interventions en toitures (dont la pose des panneaux photovoltaïques).

L'entreprise titulaire du **lot Etanchéité** doit assurer la maintenance et la continuité des garde-corps de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre sur les toitures terrasses en béton jusqu'au terme de toutes les interventions. La méthodologie de mise en œuvre ainsi que la succession est à organiser entre les entreprises, lors de la Visite d'Inspection Commune.

Dès que possible :

- Les réservations doivent être rebouchées ;
- Les éléments définitifs de protections doivent être installés dès la mise en place (en particulier les garde-corps) sur les passerelles, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives sont étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Entreprise principale G.O
Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives type garde corps sur consoles conformes à la norme NF EN 13374 d'octobre 2004	Les protections collectives sont conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations, photovoltaïque).	G.O, couverture ardoises
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot principal.	Chaque entreprise
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions doit rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Entreprise principale
Travaux en toitures, combles	L'entreprise doit s'assurer de la présence d'un accès et de circulations sécurisés ainsi que des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Intervention dans les combles : mettre en place préalablement un éclairage suffisant et des platelages résistants sur les zones de circulation et de travail.	Lot charpente, couverture Lots techniques ...

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle est imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise doit avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice doit réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées est établie.	En particulier : Charpente, couverture, enduits, menuiseries extérieures, etc...
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux (charpente, couverture,...) et les interventions en façades afin de réaliser les différentes	Les divers lots concernés indiquent d'une manière impérative leur besoin respectif en implantation, altitude, charges, durée et phasage, afin de finaliser par rapport au planning du chantier cette installation. Un PV de réception est réalisé entre l'ensemble des entreprises utilisatrices avant mise à disposition de	En particulier : Charpente, couverture, enduits, menuiseries extérieures, etc...



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
interventions des corps d'état sous protections collectives	<p>l'échafaudage. Chaque entreprise utilisatrice doit élarger le PV avant mise à disposition.</p> <p>Les échafaudages ne peuvent être montés démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</p> <p>La notice de montage du fabricant (ou le plan) doit être tenue à disposition de la personne dirigeant les opérations de montage ou de démontage, et des monteurs.</p> <p>Avant le montage de l'échafaudage, l'entreprise chargée de cette installation, doit solidariser l'échafaudage, au fur et à mesure de son montage, à la façade.</p> <p>Dans le cas d'un échafaudage de pied s'assurer de la stabilité du terrain d'assise et vérifier le dégagement et la planéité d'une bande de terrain suffisante tout autour du bâtiment à charge du titulaire. En cas d'inexécution, elle devra impérativement en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur cas d'inexécution, elle devra impérativement en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur.</p> <p>Les échafaudages doivent être équipés si possibles d'escalier d'accès et au minimum de trappes et d'échelles intérieures en parfait état. Ces échelles doivent pouvoir être rabattues et cadenassées pendant les périodes d'interruption de chantier (weekend – congés) afin d'éviter les intrusions sur l'échafaudage.</p> <p>Au droit des accès au bâtiment, les échafaudages doivent être équipés d'auvent de protection pour le passage en sécurité des piétons.</p>	

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur principal (G.O) assure le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier. Depuis ce tableau sont réalisés par le **gros œuvre** :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...);
- l'installation d'éclairage des circulations extérieures

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure (et en toitures)	Depuis l'armoire générale, il doit être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment dont les combles et vide sanitaire, ainsi qu'en toiture terrasse. L'implantation des armoires de distribution doit permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Electricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. 	Tout corps d'état
Installation d' <u>éclairage intérieur</u> de chantier	Sont éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les escaliers et circulations intérieures y compris en combles et VS. 	Electricité
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices font installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011. Les installations doivent faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité doit être tenu à disposition sur le chantier.	Entreprise de gros œuvre et d'électricité sur leurs installations

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) est interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état



<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot met en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assure l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Les entreprises doivent s'assurer du nivellement et compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux sont dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives est privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée doit également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques est à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	Lot concerné

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux sont exécutés à proximité de lieux occupés (milieu urbain) nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public a la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier sont imposés par le MOA et MOE.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

SITE EN EXPLOITATION

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité. **SANS OBJET.**

Préalablement au commencement des travaux, il doit être procédé avec l'exploitant à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Risque incendie

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Evacuation des personnes en cas d'incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donne un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier est soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation est réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences (notamment au niveau des appareils de levage) si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

En effet, d'autres projet de construction sont prévus au sein de l'ilot mairie. Ces chantiers pourront engendrer des contraintes d'accès, de circulation, stationnement et stockage à intégrer et gérer avec la maîtrise d'ouvrage.

L'entreprise de gros œuvre devra se mettre en rapport avec les chantiers en proximité, concernant le mode de communication avec les grutiers, ceux-ci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues peut être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif est d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

en donnant les informations suivantes :

ICI CHANTIER :

Ilot C - Construction de 21 logements

9 Rue du Château d'eau à GOUESNOU

téléphone

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier

L'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée bien visiblement dans les installations de chantier pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il est demandé la présence sur le chantier en permanence d'au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail doivent être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;



- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants doivent être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none">- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none">- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94- art. L.4531-1 à L. 4531-18- art. R. 4532-38- art. R. 4532-95

INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirme en retour la date d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une IC est joint en annexe au présent P.G.C.</p> <p>Au cours de cette inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
------------------------------------	----------	-----------------



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60



TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

ANNEXE 1 LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE
--

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Terrassement - VRD	T			
Gros œuvre	T			
Charpente - Ossature bois - Bardage	T			
Couverture ardoises	T			
Etanchéité	T			
Menuiseries extérieures	T			
Serrurerie	T			
Menuiseries bois intérieures	T			
Plâtrerie - Cloisons - Doublages - Faux plafond	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
Revêtements de sols	T			
Peinture	T			
Ascenseur	T			
Ventilation - Plomberie	T			
Electricité	T			
Photovoltaïque	T			
Paysage	T			

